

## Analyse critique d'un texte de Jean Quatremer du 8 février 2013

<http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2013/02/la-grande-d%C3%A9prime-des-eurocrates.html>

<i>Texte d'origine</i> <i>enquête parue dans Libération du 7 février</i>	<i>Commentaires</i>
<p><b>La grande déprime des eurocrates</b></p> <p>Sur l'autocollant, un dessin représentant un homme pendu par sa cravate sur fond de drapeau étoilé. Dessous, une phrase : «Eurocrate, sers-toi de ta cravate.» En avril 2012, ces affiches ont fleuri dans le quartier européen de la capitale belge. Quelques tags de la même eau ont pris le relais et des tracts annonçant la «révolution sociale» face à l'austérité décidée par «Bruxelles» ont été laissés ici ou là. L'origine de cette minicampagne reste mystérieuse, mais elle a secoué le landerneau européen. Les syndicats de fonctionnaires s'en sont émus, disant craindre des «agressions physiques», et ont pointé la responsabilité des médias, accusés de donner une image négative des femmes et des hommes qui font profession de construire l'Europe. Surréaction face à un incident isolé ou symptôme d'une fonction publique à fleur de peau, laminée par les attaques dont elle fait l'objet depuis une vingtaine d'années ?</p> <p>Aujourd'hui et demain, le Conseil européen va décider le budget 2014-2020, et les fonctionnaires (dont certains étaient en grève mardi) savent que le compromis que vont tenter d'obtenir les vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union va se faire sur leur dos. David Cameron, le Premier ministre britannique, a dénoncé lors du Conseil européen de novembre dernier le «coût de la bureaucratie européenne». La plupart des pays, dont la France, sont prêts à le suivre dans sa volonté de mettre à la diète cette eurocratie supranationale qu'il exècre. C'est peu dire que les 56 000 «eurocrates» (fonctionnaires et contractuels confondus) se sentent mal aimés.</p> <p>A Bruxelles, ils ressentent au quotidien cette détestation. Il faut dire qu'ils ont créé dans la ville une société à deux vitesses : d'un côté les</p>	<p>Certains militants agressifs distribuaient leurs tracts à la station de métro Schumann, empruntée par de nombreux salariés des Institutions, qui ont pu se sentir physiquement menacés.</p> <p>Le terme eurocrate, porteur de mépris, stigmatisant toute une population en raison de son activité professionnelle devient de moins en moins acceptable.</p> <p>Un paragraphe aux insinuations particulièrement fausses : - quelle société à deux vitesses ? quel lien artificiel entre les salariés</p>

Belges, de l'autre les eurocrates (et ceux qui gravitent autour de l'Union : diplomates, lobbyistes, députés...). On les reconnaît facilement : habillés luxueusement, leur badge d'accès autour du cou, circulant dans de belles berlines, de préférence allemandes, envoyant leurs enfants dans des écoles réservées, payées par le contribuable (les écoles européennes), fréquentant les meilleurs restaurants et les boutiques chics et, surtout, ne cherchant pas à s'intégrer à la société belge alors qu'ils vont y passer leur vie. Et s'il n'y avait que ça : confortablement payés, ils s'offrent les plus belles maisons, faisant exploser le prix de l'immobilier. Pourtant, ils essaient maintenant de se fondre dans la masse. Alors que, il y a vingt ans, les fonctionnaires arboraient sur leur voiture des plaques d'immatriculation bleues sur fond blanc commençant par «EUR», indiquant le monde auquel ils appartenaient, ils sont presque tous passés aux plaques belges, lassés de voir leurs voitures vandalisées.

A la fierté d'être associés à la réalisation du rêve européen ont succédé l'abattement, la dépression, voire le désespoir. «On est déprimés», avoue Jérôme, qui travaille à la Commission depuis vingt ans et admet ne pas s'en vanter. «Il faut reconnaître que les fonctionnaires européens ont participé à cette "différenciation", analyse le sociologue Didier Georgakakis, professeur de sciences politiques à Paris-I, qui a dirigé un ouvrage collectif sur le Champ de l'eurocratie (Ed. Economica). Ils se pensaient comme une élite à part.» Et cela a fini par jouer contre eux.

C'est au début des années 90 que le vent a tourné pour les «eurocrates», jusque-là missionnaires d'une Europe sacralisée. Avec l'extension des compétences de l'Union, notamment sous l'ère de Jacques Delors (président de la Commission entre 1985 et 1995), les Etats ont commencé à se cabrer. C'est le chancelier Helmut Kohl qui a sonné l'hallali en dénonçant le «moloch bureaucratique» bruxellois en 1992, quelques jours après la signature du traité de Maastricht. Depuis, cet eurocrates bashing est une constante des débats nationaux. «Pour les Etats, la technocratie est devenue le problème, pas la solution qui

des Institutions et « ceux qui gravitent » ?

- Habillés luxueusement ? la foule autour du rond-point Schumann ne se distingue pas particulièrement du reste de la population
- Belles berlines ? oui, quelques-uns en ont, la majorité utilise sa carte MOBIB pour venir au bureau (carte d'abonnement aux transports en commun)
- écoles européennes : c'est l'Etat Belge qui organise la pénurie de places, empêchant ainsi le public d'y accéder
- fréquenter les meilleurs restaurants ? allez faire un tour à l'heure du déjeuner dans les innombrables bouis-bouis du quartier européen, et vous les verrez, ces prétendus nantis, avaler une pizza ou des pâtes.
- exploser les prix de l'immobilier ? Bruxelles reste très en-deçà des prix des autres capitales européennes, dont certaines sans fonctionnaires européens
- les plaques EUR disparaissent, non par crainte de vandales phantasmés, mais parce que ces plaques ne sont plus délivrées (elles sont remplacées par des plaques commençant par 8).

Des mots trop outranciers pour décrire l'impression de travailler dans des institutions qui ont perdu leur élan fondateur. Quelle différence entre ce vécu et celui de salariés d'entreprises privées en difficulté ? Par ailleurs, l'accumulation de haine déversée par la presse contre les salariés des Institutions finit par atteindre le moral des victimes, est-ce si surprenant ?

Oui, l'« eurocrat bashing » est devenu la technique préférée des gouvernements pour s'exonérer de leurs propres décisions. Car les fonctionnaires ne font qu'exécuter les décisions des autorités politiques. Cette technique du bouc émissaire ne trompe que les gogos.

permettra de surmonter les difficultés que traverse l'Union», poursuit Georgakakis.

### **No man's land politique**

Les reproches adressés à l'eurocratie - arrogance, irresponsabilité - ne sont pas infondés. «Depuis la crise de la zone euro, nous avons des pouvoirs importants dans le domaine des politiques économiques et budgétaires nationales, raconte un haut fonctionnaire belge de la Commission. J'ai assisté à une rencontre entre nos agents et la direction du Trésor français. C'était hallucinant : ils se comportaient comme un maître d'école expliquant à un mauvais élève ce qu'il devait faire. J'ai été très admiratif du directeur du Trésor qui a gardé son calme. On ne parle pas ainsi à un gouvernement démocratiquement élu : à force d'être irresponsables, nos fonctionnaires ont perdu tout sens politique.»

Il faut aussi voir comment se comportent les représentants de l'institution bruxelloise dans les troïkas (Commission, Banque centrale européenne et FMI) chargées de concocter des programmes de rigueur dans les pays de la zone euro en difficulté : «Le FMI semble gauchiste à côté de nous tellement nous sommes coupés des réalités», se désespère un fonctionnaire roumain. C'est tout le problème d'une Commission très peu démocratique : elle ne peut être renversée que par une supermajorité au Parlement européen (deux tiers des membres). De plus, même si ses propositions de loi doivent être adoptées par le Conseil des ministres et le Parlement, elle dispose de pouvoirs extrêmement importants (monopole de l'initiative législative, régulation de la concurrence...). Aucune administration nationale ne flotte dans un tel no man's land politique. C'était admissible quand la Commission s'occupait de distribuer les aides agricoles, cela ne l'est plus lorsqu'elle s'immisce au cœur des souverainetés nationales.

Cet éloignement du monde réel qui caractérise la Commission a été renforcé par les réformes censées rendre l'administration plus efficace. «Ce qui se constituait comme un corps d'élite au service de l'Europe a été sérieusement mis en cause par ces réformes», estime Didier

Le directeur du Trésor français n'est pas un élu mais un fonctionnaire et côté arrogance, les Inspecteurs des Finances de Bercy ne sont pas en reste.

Est-ce arrogant, d'ailleurs, d'expliquer à un collègue les dangers d'un déficit budgétaire permanent, en violation des Traités signés lors de l'introduction de l'euro, et de pointer le non-respect de certaines autres règles ? Est-ce perdre tout sens politique que de dire que c'est le peuple qui *in fine* paye les errements économiques des gouvernements ?

Les troïkas exécutent en effet des politiques de rigueur imbéciles dictées par les gouvernements créditeurs. Les salariés des Institutions ne sont pas les derniers à les dénoncer. [Voir cet article.](#)

C'est vrai, mais pourquoi refuser systématiquement toute réforme démocratique vers une vraie structure fédérale responsable devant le peuple ? Ce sont les eurosceptiques qui empêchent cette évolution et qui ensuite critiquent une Europe technocratique.

Georgakakis. Au lendemain de la démission, en mars 1999, de la Commission dirigée par Jacques Santer pour des affaires de fraudes internes, des mesures radicales ont été mises en œuvre par le Britannique Neil Kinnock. «C'est à ce moment qu'on est passé d'une logique de service public à une logique de management privé proche des normes anglo-saxonnes», explique Georgakakis.

Désormais, les fonctionnaires ne sont plus recrutés sur leurs connaissances et leur engagement européen (évalué par une dissertation et un oral), mais sur leurs management skills. Les nouveaux concours sont calqués sur les procédures de recrutement des entreprises internationales, comme l'admet fièrement le Britannique David Bearfield, directeur de l'agence européenne de recrutement : tests d'IQ (quotient intellectuel), d'EQ (quotient émotionnel) et «épreuves de jugement situationnel» ont remplacé les examens à la française. «On place désormais des élites provenant de la finance ou du monde économique dans le service public, des gens qui ne sont pas là pour vendre l'Union, mais pour gérer l'organisation, note un observateur. Le mot même de "vocation" leur pose problème.»

L'obsession de la fraude a accru cette dérive : 50% du personnel se consacre à la gestion interne. Un directeur général britannique explique qu'au lieu «de concevoir des politiques comme je le faisais avant la réforme, je passe les deux tiers de mon temps à contrôler et à évaluer mon personnel». «Nous sommes sous-utilisés par une Commission qui n'est plus qu'une bureaucratie épuisante», confirme un fonctionnaire français.

Pour ne rien arranger, la rotation des postes (tous les trois ou quatre ans) qui est devenue la règle se traduit par une «déperdition des compétences», selon un observateur. Pas étonnant, dès lors, que la Commission fasse de plus en plus appel à des consultants extérieurs, généralement anglo-saxons... Last but not least, l'anglais s'est imposé, depuis dix ans, comme langue de travail quasi unique, ce qui pousse vers la sortie des fonctionnaires compétents entrés lorsque le français était dominant. Bref, «d'une administration de mission, de conception, on est passé à une administration de gestion» à l'anglaise, regrette

Cela mériterait un plus long débat. Ce ne sont pas tant des techniques de management privées qui sont en cause que des accumulations de contrôles paralysants, contraires d'ailleurs à ces techniques.

Il faut en effet des experts pour prendre en charge les nouvelles missions de l'UE.

L'auteur a raison de regretter l'abandon de la vocation européenne comme prérequis au recrutement, mais quelle en est la cause, sinon la volonté des Etats-Membres, que l'on voit par ailleurs à l'œuvre lors de la nomination des dirigeants des Institutions ?

Oui, c'est exact et c'est mortifère. Ceci dit, si les Etats Membres, y compris les donneurs de leçon, luttent effectivement contre leur corruption interne dans la gestion des fonds européen, on n'en serait pas là.

Oui, muter des experts dans des secteurs où ils n'ont pas de compétence est absurde. Mais qui, encore une fois, impose cette politique et dans quel but ?

Remarque un peu franchouillarde. Le français aurait plus de place si la France avait une politique un peu plus visionnaire que la préservation de la PAC.

Fabrice Andreone, directeur du comité du personnel de la Commission.

### **Des secrétaires mieux payées que des profs de fac**

Dès lors, comment justifier qu'une fonction publique déqualifiée puisse conserver les avantages dont elle jouit ? Les salaires vont de 2 600 à 4 400 euros brut pour le personnel d'exécution (secrétaires, assistants) et de 4 400 à 18 400 euros brut pour les agents de «conception», les rémunérations les plus élevées étant réservées à une poignée de hauts fonctionnaires (la moyenne salariale tourne autour de 7 000 euros). Si l'on y ajoute une prime d'expatriation de 16% et des allocations familiales de 365 euros par enfant, on comprend que beaucoup de citoyens européens s'étranglent à l'heure des coupes sombres dans les pays membres. 7 000 euros pour contrôler l'utilisation d'une enveloppe budgétaire, n'est-ce pas trop cher payé ? Est-il encore nécessaire d'attirer les meilleurs éléments de tous les Etats, comme l'explique la Commission, pour effectuer des tâches subalternes ?

«Si on baisse les salaires, on n'aura bientôt plus que des fonctionnaires provenant des pays les plus pauvres de l'Union», affirme un responsable de la Commission. Pourtant, même avec ces niveaux de rémunération, les candidats provenant de France, d'Allemagne ou de Grande-Bretagne se raréfient : lors du dernier concours, ils étaient deux fois moins nombreux que le poids démographique de leur pays respectif dans l'Union. Pour Daniel Cohn-Bendit, le coprésident du groupe des Verts au Parlement européen, «ce n'est pas avec les salaires qu'on attirera les talents, mais par la qualité du travail». Ce que veut bien croire un ambassadeur de l'Union : «Quand on venait à Bruxelles dans les années 60, ce n'était pas pour le pognon, mais parce qu'on y croyait.» Il est injustifiable, poursuit Cohn-Bendit, «qu'une secrétaire [de la Commission] gagne plus qu'un professeur de fac et que le secrétaire général d'un groupe politique du Parlement touche de 12 000 à 13 000 euros net [presque deux fois plus qu'un député, ndlr]. Ces salaires créent de l'euroscpticisme».

Des secrétaires mieux payées que des profs de fac ? c'est ridicule. Voir les vraies fourchettes de salaire ici : [Officials](#) and [Contract agents](#). Le salaire moyen, toutes catégories confondues, est légèrement inférieur à 3500 €par mois, sans aucun autre avantage (voiture, chèque repas, etc...).

L'expatriation a un coût qui ne diminue pas avec le temps, bien au contraire (parents âgés au pays, études universitaires des enfants au pays, etc...)

Contrôler une enveloppe budgétaire de plusieurs centaines de millions d'euros ? pas si simple, surtout quand il faut aller voir ce que les Etats membres en font. Le salaire d'un expert-comptable expérimenté en France, en entreprise, varie entre 45 000 €et 90 000 €bruts par an. En cabinet, il varie plutôt entre 50 000 €et 120 000 €selon l'expérience.

L'attractivité des institutions diminue et pour y remédier il faut à la fois des salaires compétitifs et des perspectives professionnelles sérieuses. La multiplication des contrats précaires n'aide pas !

Le secrétaire général d'un groupe politique n'est pas un secrétaire mais un haut fonctionnaire responsable de la coordination de la politique du groupe et de l'animation de l'équipe des députés et des assistants.

L'accumulation de réformes malheureuses n'est pas seule responsable de la déliquescence de l'institution de Bruxelles. «Un poisson pourrit par la tête», soulignent des hauts fonctionnaires. Autrement dit, la nomination de présidents de la Commission faibles et sans influence politique (Jacques Santer, Romano Prodi, José Manuel Barroso) et de commissaires souvent médiocres a autant concouru à affaiblir l'institution que les réformes. «Elle n'est plus une force d'impulsion», reconnaît un fonctionnaire.

«On voulait des eurocrates dont la nationalité serait la supranationalité», rappelle Fabrice Andreone. «Des gens qui feraient le lien entre les espaces publics nationaux et permettraient à l'intérêt général européen d'émerger», ajoute Georgakakis. Désormais les fonctionnaires, dont on n'attend plus que de l'animation d'équipe et de l'évaluation de missions (plus importante que la mission elle-même), ne savent plus à quoi ils servent. Ironie de l'histoire : comment gérer le saut fédéral qui se profile au sein de la zone euro avec une fonction publique européenne démotivée ?

Cette perte de sens a aussi un prix humain : chaque année, 150 agents portent plainte pour harcèlement moral, signe d'un «malaise administratif», selon Gerassimos Zorbas, ancien haut fonctionnaire. Démotivation et abattement touchent de plus en plus de fonctionnaires. Démissions et alcoolisme seraient, selon les syndicats, des maux courants. Arrogante, l'eurocratie ? Plutôt au bord de la dépression.

Qui nomme ces responsables, sinon les gouvernements qui ensuite prennent plaisir à tirer sur l'ambulance ?

Gérer le saut fédéral remotivera instantanément les équipes, s'il ne s'agit pas d'un faux nez. Il faut en effet une Europe démocratique, responsable devant le peuple européen représenté selon le principe *un homme = une voix*. Chiche ?

Conclusion style roman noir. Il est inévitable que dans une grande structure, il y ait des problèmes individuels. Mais qu'on se rassure, l'animal bouge encore, au grand regret de certains, d'ailleurs.